
« Les Perdants » : aux fondements historiques de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise

“Losers”: The Historical Roots of Contemporary Quebec’s Strategic Culture

David G. Haglund et Stéphane Roussel



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/4991>

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2021

Pagination : 11-31

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

David G. Haglund et Stéphane Roussel, « « Les Perdants » : aux fondements historiques de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 91 | 2021, mis en ligne le 30 décembre 2021, consulté le 03 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/4991>

« Les Perdants » : aux fondements historiques de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise¹

David G. HAGLUND, Université Queen's
Stéphane ROUSSEL, École nationale d'administration publique

Le concept de culture stratégique est l'une des passerelles qui permettent de lier l'histoire et la science politique, en rappelant combien la mémoire d'événements passés peut déterminer la perception du présent. Mais cette mémoire est sélective, sujette aux oublis comme aux surexpositions. Ce texte est une relecture de certains fondements historiques de la culture stratégique de la société québécoise contemporaine, fortement teintée de l'internationalisme de Pearson, qui est souvent confondu avec du « pacifisme. » Il vise à démontrer de cette culture stratégique est en partie tributaire d'un oubli, soit la période de guerre endémique sévissant en Amérique du Nord à l'époque de la Nouvelle-France, et d'une surexposition, soit la défaite des Plaines d'Abraham en 1759, dont le souvenir encore douloureux pourrait avoir imprimé, dans la mémoire collective des Québécois, l'idée selon laquelle la guerre est une aventure qui risque d'aboutir à une grande catastrophe.

“Strategic culture” is one of those conceptual bridges that link history with political science, among other reasons because it reminds us of the hold that memories of past events can continue to exercise upon contemporary reality. But those memories are always subjective, sometimes downplayed to the point of nearly being forgotten altogether, at other times so overstated as to yield a highly distorted sense of the past and of its relationship to the present. This article constitutes a revisitation of contemporary Quebec strategic culture, which has been so strongly stamped with the impress of a “Pearsonian internationalism” that it has become easy to confuse it with “pacifism.” Yet Quebec’s has also been a strategic culture that also stems from a great deal of historical amnesia. What seems to have been effaced from the collective memory has been the long period in which war was endemic in New France. Only a very small part of this earlier period has escaped erasure from collective memory. It has been the closing act, on the battlefield of the Plains of Abraham, which has been “remembered” only too well. So well has it been recollected, in fact, that it has fostered within Quebec society the unshakable conviction that, for Quebecers, war must always be a risky undertaking susceptible of leading to catastrophe.

Parmi les mythes et les stéréotypes souvent associés à la société québécoise figure celui qui veut qu'elle soit composée d'irréductibles « pacifistes » ou « antimilitaristes », qui refusent de prendre les armes lorsque vient le temps de le faire et qui se méfient des décisions du gouvernement canadien en matière de défense (MONGEAU 1993 ; GRANATSTEIN 2007, 136-163). L'historien Éric Bédard classe d'ailleurs ce mythe parmi les « Dix idées reçues sur l'histoire du Québec » (BÉDARD 2019, 371-372. Voir aussi ROBITAILLE 2003 ; RIOUX 2004). Comme nous l'avons établi ailleurs (ROUSSEL et BOUCHER 2015 ; voir aussi MASSIE et BOUCHER 2013), le terme qui s'appliquerait le mieux pour désigner l'attitude souvent plus critique

¹ Ce texte approfondit certaines idées exprimées par les auteurs dans HAGLUND et ROUSSEL 2020. Ceux-ci tiennent à remercier le professeur Éric Bédard (TELUQ) pour ses commentaires.

des Québécois à l'égard des entreprises à caractère militaire que celle des autres Canadiens est celui « d'internationalisme antiimpérialiste ». D'une part, les Québécois francophones sont réticents à soutenir les engagements militaires du Canada auprès des grandes puissances, que ce soit l'Empire britannique autrefois ou les États-Unis aujourd'hui. D'autre part, attachée aux institutions internationales (Nations Unies, Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Francophonie, Commonwealth), partisane enthousiaste des opérations de maintien de la paix, résolument tournée vers l'espace euroatlantique, la société québécoise serait en fait la gardienne de l'orthodoxie « pearsonienne ». Ce terme renvoie à Lester B. Pearson, ministre des Affaires étrangères de 1948 à 1957 et Premier ministre de 1963 à 1968, ardent promoteur du multilatéralisme et figure marquante du maintien de la paix, qui a largement contribué à forger l'approche dite « internationaliste libérale », laquelle domine la politique étrangère canadienne depuis la Seconde Guerre mondiale (NOSSAL, ROUSSEL et PAQUIN 2015, 150-155).

Ces deux conceptions de la culture stratégique québécoise, soit le pacifisme et l'internationalisme antiimpérialiste, ont ceci en commun qu'elles renvoient, chacune à leur manière, à une attitude critique face à l'usage de la force. Si l'adhésion de la société québécoise autour des idées internationalistes libérales révèle un phénomène de convergence avec la société canadienne anglophone, des différences notables subsistent dans l'attitude des deux groupes sur certaines questions, en particulier en ce qui a trait à la décision d'engager des troupes dans des missions de combat outre-mer (ROUSSEL et BOUCHER 2015 ; RIOUX 2004).

L'objectif de ce texte est de contribuer à la réflexion sur l'origine des particularités de la culture stratégique québécoise francophone. L'hypothèse est, en effet, que les différences, résiduelles mais tenaces, entre les attitudes des deux groupes trouvent leurs racines dans les expériences historiques propres à la société québécoise francophone, et donc qui ne font pas partie de l'imaginaire collectif canadien anglophone. Le soutien de la société québécoise à une politique étrangère internationaliste libérale est relativement récent, puisqu'il semble apparaître entre 1945 et 1960 (GOW 1970), donc en même temps que chez les autres Canadiens. Mais sous cet engagement internationaliste persisteraient des attitudes dictées par des idées, des expériences ou par des traumatismes collectifs issus d'un passé parfois lointain.

Ainsi, l'apparente prédisposition à l'antiimpérialisme affichée par l'opinion publique québécoise serait le prolongement du grand mythe de la « survivance » (BOUCHARD 2019, 269-297 ; BÉDARD 2017), soit le projet qui, du milieu du XIX^e siècle jusqu'à la Révolution tranquille (1960-1980), visait à

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

s'assurer de la survie de la société canadienne-française perçue comme étant perpétuellement menacée d'être submergée par la culture « anglo-saxonne », survie garantie par une forme de repli sur soi. Cette attitude aurait conduit les Canadiens français à éviter de se mêler des affaires des « Anglais », qu'il s'agisse de « leurs » institutions (dont les forces armées) ou de « leur » Empire. La culture stratégique de la survivance inscrit donc une révolte à l'idée d'aller se battre pour défendre des intérêts qui ne concernent pas la société canadienne-française, mais qui appartiennent aux Britanniques ou, aujourd'hui, aux Américains. Le rejet de la conscription en 1917-1918 et en 1942-1944, de même que la forte opposition à l'engagement du Canada en Irak en 2003, en seraient les manifestations les plus édifiantes.

L'objectif de ce texte est de remonter encore plus loin dans cette exploration des racines de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise, en faisant plutôt référence à une période au cours de laquelle la guerre a joué un rôle central dans la vie collective des Canadiens français, mais qui ne s'applique pas aux autres communautés qui peuplent le Canada, à l'exception des nations autochtones. Il s'agit de la période de la Nouvelle-France (1608-1763), au cours de laquelle la paix est une anomalie et la guerre est omniprésente, et qui se termine, en 1759-1760, par une catastrophe militaire qui scelle de manière définitive le destin des Canadiens français.

Curieusement, la société québécoise contemporaine semble avoir fait l'impasse sur son passé guerrier de l'époque du Régime français (pourtant marqué par un certain nombre de faits d'armes) pour ne cultiver que la mémoire de l'effondrement final et entreprendre un perpétuel travail d'introspection sur le sens à donner à ce dernier événement (COURTOIS 2121). Or, tant cette amnésie que ce souvenir surexposé peuvent contribuer à expliquer le mythe de la « société pacifique » et la prégnance actuelle, pour les Québécois, de la culture stratégique pearsonienne. Nous proposons donc l'hypothèse troublante selon laquelle la société québécoise cultive, à travers une mémoire sélective de la Nouvelle-France, une « culture stratégique du perdant » qui alimente sa méfiance à l'égard du recours à la guerre. De la défaite de 1759 sur les Plaines d'Abraham et de ses suites tragiques que sont la Conquête de 1760 et la Cession de 1763, la société québécoise aurait retenu que la guerre est non seulement une entreprise inutile, mais aussi hasardeuse et très coûteuse, et sans doute également humiliante. La guerre est ainsi associée à la *défaite*. C'est cette dimension que nous allons aborder dans ce texte.

Culture stratégique et mémoire collective

Le terme culture stratégique désigne « un ensemble cohérent et persistant d'idées, propre à un contexte sociohistorique donné, qu'entretient une communauté à l'égard de l'usage de la force armée et du rôle des institutions militaires » (ROUSSEL et MORIN 2007, 18). Le concept et ses différentes applications ont été décrits dans de nombreux textes (GREATHOUSE 2010 ; HAGLUND 2014 ; WASINSKY 2015), si bien que nous nous en tiendrons ici qu'à quelques remarques utiles pour situer notre démarche.

La notion de culture stratégique est généralement employée à des fins explicatives, au sens où elle sert à rendre compte des décisions des dirigeants politiques et militaires. Elle est utilisée soit comme un facteur causal (donc une variable indépendante qui influence directement la prise de décision politique), soit comme un facteur contextuel (au sens où elle réduit les options possibles en fonction de ce qu'elle définit comme « acceptable » et « inacceptable », sans pour autant déterminer une décision finale), soit enfin comme un discours justificatif visant à légitimer une décision. Nous ne faisons référence à aucune de ces trois démarches ici, dans la mesure où le but de ce texte n'est pas d'établir un lien de causalité entre la culture stratégique et le comportement de la société québécoise. Notre intérêt est plutôt de documenter l'origine du contenu de la culture stratégique québécoise contemporaine. Certes, celle-ci a des conséquences indirectes sur les décisions que prend le gouvernement canadien (BOUCHER et ROUSSEL, 2008), ce qui justifie en soi son examen, mais ce n'est pas notre objectif ici que de les identifier.

Le contenu de la culture stratégique peut être influencé par un grand nombre de facteurs, tels que les valeurs dominantes, les croyances et les consensus dans la société, ou encore les courants d'idées qui circulent dans le système international. Toutefois, la grande majorité des auteurs qui s'intéressent à la question estime que l'histoire y joue un rôle important. La culture stratégique émane d'une série d'expériences historiques propres à une communauté et est constituée des « leçons » que celle-ci en tire.

Ces expériences historiques ne sont pas conçues ici comme une série de faits objectifs dont le sens est donné et fixe, mais plutôt comme la *mémoire* des événements passés qu'entretient collectivement une communauté. Elle prend donc un caractère profondément subjectif et le sens ou les interprétations donnés à ces événements peuvent changer à travers le temps, entre autres à travers les manipulations opérées par des agents sociaux pour servir des desseins politiques ou identitaires. Certains événements, qualifiés de « traumatismes » (au sens où ils renvoient à une tragédie qui est dépeinte comme ayant changé le parcours d'une

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

société et transformé son identité de manière irrévocable ; voir ALEXANDER 2004, 1), peuvent mettre des décennies avant d'acquérir ce statut, mais par la suite teinter de manière disproportionnée la façon dont une société se perçoit, allant même jusqu'à donner lieu à la création de « mythes nationaux » destinés à perpétuer le souvenir d'un âge d'or révolu ou d'un « paradis perdu », ainsi qu'à entretenir l'espoir de le retrouver sous une forme différente (BOUCHARD 2014 et 2019).

Le caractère subjectif de la mémoire collective signifie non seulement que le souvenir d'événements passés peut être magnifié et réinterprété, mais aussi simplement biffé et oublié. C'est le sort réservé à ceux qui ne cadrent pas avec l'identité et le récit dominant d'une société ou avec le projet politique qu'elle porte.

L'amnésie de la Petite guerre

Comme le souligne Jean-Yves Gravel, le « Régime français est la période la plus troublée de notre histoire. La Nouvelle-France, qui ressemble à un vaste camp militaire, connaît à peine cinquante ans de paix de la fondation de Québec jusqu'à la Conquête. La guerre et la paix sont tellement liées à la vie quotidienne des habitants que le fusil est, pour ainsi dire, accroché à la charrue » (GRAVEL 1974, 5). En effet, on peut dénombrer pas moins de trois guerres dites « iroquoises » (1647-1653, 1657-1677 et 1689-1697), auxquelles s'ajoutent les « guerres intercoloniales », soit quatre guerres entre puissances européennes qui se répercutent en Amérique du Nord, y aspirant tant les Autochtones que les colons et leurs descendants « canadiens » : la Guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697), la Guerre de Succession d'Espagne (1701-1713), la Guerre de Succession d'Autriche (1744-1748) et la Guerre de Sept Ans (1754-1763) (GAUTHIER 2020, 203-204). À ce compte, il faut aussi ajouter plusieurs expéditions sanglantes, telles que les expéditions de Samuel de Champlain contre la nation mohawk (1609, 1610 et 1615) ou encore la prise de Québec par des flibustiers anglais, les frères Kirke, au cours de la guerre franco-anglaise de 1627-1629 (elle-même dans le cadre de la Guerre de Trente Ans). Ces dates sont cependant sujettes à caution, dans la mesure où d'innombrables raids et escarmouches ont lieu hors des dates officielles de ces conflits (DECHÊNE 2008, 461-509). Les cent-cinquante ans d'existence de la Nouvelle-France sont ainsi ponctués de conflits meurtriers qui opposent les Français et les Canadiens à la Confédération iroquoise et aux Anglais. D'autres guerres vont opposer les Français à d'autres nations autochtones au sud des Grands Lacs (OUELLET 2017), tels que les Mesquakies (Renards) établis dans l'actuel Michigan, ou

encore les Natchez, de la région du Mississippi, qui seront en grande partie exterminés ou réduits en esclavage.

Il existe une abondante historiographie consacrée à la Nouvelle-France, et une partie non négligeable porte sur les dimensions militaires de cette période. Mais ces dimensions sont, curieusement, négligées dans la mémoire collective, ou encore réduites, dans la culture populaire, à une activité presque bénigne et sans commune mesure avec les guerres contemporaines. Une chanson du groupe *Les Cowboys fringants*, intitulée *La Sainte Paix* (2002), qui perpétue l'image du Québec pacifiste, évoque cette idée :

J viens d'un pays tranquille
Qui n'a jamais vu de missiles
Icité du temps quand on s'battait
C'était à coups de mousquets

Les paroles laissent entendre que « se battre à coup de mousquets » est moins sérieux que de recourir à des armes de destruction massive. C'est certainement juste du strict point de vue quantitatif, mais la guerre en Nouvelle-France ne peut pas être réduite à des escarmouches menées avec des armes imprécises. En fait, loin d'être un phénomène marginal ou anecdotique, la guerre occupe une place extrêmement importante dans la vie quotidienne des Canadiens, que ce soit dans l'économie, l'administration ou l'occupation du territoire (DECHÊNE 2008 ; CHARTRAND 2009 ; ECCLES 1971). De la violence de cette époque, la mémoire collective de la société québécoise ne conserve généralement que des images éparses, comme le combat désespéré de Dollard des Ormeaux au Long-Sault (1660), le « Massacre de Lachine » (août 1689) ou les raids corsaires de Pierre Le Moyne d'Iberville dans la Baie d'Hudson et à Terre-Neuve (1695-1697). Les interprétations données à ces événements changent évidemment avec le temps, mais elles tournent souvent autour de quelques figures héroïques et du rôle de « victime de la cruauté iroquoise ».

Ce que rappellent les travaux des spécialistes, mais qui n'apparaît guère dans la culture populaire, est le caractère extrêmement cruel des affrontements qui se déroulent en Amérique du Nord entre 1650 et 1759 et qui, selon les critères contemporains, pourraient être qualifiés de « guerres ethniques ». Bon nombre des expéditions militaires menées par les belligérants, en particulier (mais pas exclusivement) par les Canadiens et les Autochtones, visent en fait à massacrer des populations civiles, à les affamer ou à les chasser d'un territoire donné. Les raids menés par les Iroquois contre les Hurons (Wendats) et les établissements français, la déportation des Acadiens, ou encore ceux menés par les Canadiens contre les villages anglais (tel le raid meurtrier contre Schenectady en 1690, en

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

représailles au massacre de Lachine) appartiennent à cette catégorie. Les massacres de civils et de prisonniers, et même certaines formes de torture comme le scalp, étaient couramment utilisés. Plusieurs gouverneurs de la Nouvelle-France ont utilisé la pratique consistant à rémunérer leurs alliés autochtones au nombre de scalps -- soi-disant prélevés chez l'ennemi (LOZIER 2003 ; DECHÊNE 2008, 177-180). Dans bien des cas, des enfants ont été capturés pour être élevés chez leurs ravisseurs. Quant aux propriétés, bâtiments et récoltes, ils étaient incendiés. Une telle manière de faire la guerre horrifiait les officiers européens (LACROIX-LECLAIR et OUELLET 2011 ; NERICH 2009, 26, 97), bien qu'elle n'ait rien à envier aux exactions commises en Europe, notamment au cours de la Guerre de Trente ans. L'Amérique du Nord des XVII^e et XVIII^e siècles est donc tout sauf un havre de paix, et le Canadien de la Nouvelle-France est, de ce point de vue, bien éloigné de ses descendants qui se targuent d'un penchant prononcé pour la paix.

La Petite Guerre

Jusque dans les années 1660, les efforts de colonisation de la Nouvelle-France sont essentiellement le fait d'initiatives privées, avec le soutien inégal, et souvent minimal, de l'État français. Les premiers défenseurs de la colonie naissante sont donc les colons eux-mêmes qui, dans les lieux les plus menacés (Port-Royal, Trois-Rivières, Montréal), s'organisent en milices. Mais celles-ci perdent rapidement leur mission purement défensive. Lorsqu'arrive enfin le régiment de Carignan-Salière (1665) et que celui-ci entreprend trois campagnes contre les Iroquois, quelques centaines de miliciens l'accompagnent (DECHÊNE 2008, 105-107, 468).

Il faut cependant attendre avril 1669, après le départ du Régiment de Carignan-Salière, pour que Louis XIV ordonne la constitution d'une milice formelle regroupant tous les hommes valides (GAUTHIER 2020, 20-24 ; DECHÊNE 2008, 111-114). Avec les Compagnies franches de la Marine, la milice constitue l'épine dorsale de la défense de la Nouvelle-France jusqu'au début de la Guerre de Sept ans. Ainsi, le Régime français utilise une mesure qui, 250 ans plus tard, deviendra une hérésie pour les Québécois : la conscription. Celle-ci est reçue avec peu d'enthousiasme par la population et la réputation de la milice est douteuse, surtout aux yeux des officiers français. Les miliciens vont tout de même jouer un rôle militaire important, du moins jusqu'à l'arrivée de troupes régulières en nombre conséquent à la veille de la Guerre de Sept Ans (DECHÊNE 2008 ; HORN 2006).

Les milices adoptent un style de la guerre propre aux Canadiens français et aux Autochtones, soit la « Petite Guerre ». S'il est une première mouture de la culture stratégique canadienne-française, c'est dans cette notion qu'elle réside. La pratique de Petite Guerre est bien documentée (BALVAY 2006 ; CASSEL 2001 ; LACROIX-LECLAIR et OUELLET 2011 ; NERICH 2009). Berndt Horn la décrit ainsi :

La petite guerre was, in essence, small-scale irregular warfare. Key to its success was the selection of limited objectives that could be easily overcome. Stealth and surprise were of the utmost importance, ambushes and raids were the preferred method of attack, and lightning-quick strikes were always succeeded by immediate withdrawals. There were no follow-on attacks or campaigns, and rarely were any of the tactical operations capable of achieving a larger strategic value other than pre-empting, delaying, or disrupting possible enemy offensive action. (HORN 2006, 22)

La Petite Guerre rappelle donc plusieurs autres méthodes de combat, que ce soit l'emploi des troupes légères dans les armées européennes en appui aux unités de ligne ou les tactiques de guérilla (LACROIX-LECLAIR et OUELLET 2011, 49). Elle a été largement utilisée par le gouverneur Frontenac et ses successeurs, de la fin du XVII^e siècle jusqu'au début de la Guerre de Sept Ans, que ce soit contre les Iroquois ou contre les colonies anglaises. Face à ces dernières, il s'agit d'une stratégie asymétrique (du « faible au fort ») visant à compenser l'infériorité démographique criante de la Nouvelle-France. Tout au long des guerres franco-britanniques, les Canadiens cherchent à frapper leurs adversaires là où ils sont le plus vulnérables, en maximisant la surprise, de manière à les maintenir dispersés et sur la défensive. Au cours des guerres de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) et celle de Succession d'Espagne (1702-1713), ce serait environ 70 raids contre des villages de Nouvelle-Angleterre et de New York qui auraient été ainsi menés, et probablement tout autant durant la Guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) (DECHÊNE 2008, 490-495). Bien souvent, il s'agit de petits commandos regroupant des miliciens et des Autochtones commandés par des officiers du rang, parfois de troupes auxiliaires opérant avec les forces régulières.

La pratique de la Petite Guerre est en partie à l'origine des cruautés évoquées plus haut. D'une part, elle est le prolongement des usages empruntés aux Autochtones, qui les pratiquaient bien avant l'arrivée des Européens (nous y reviendrons). Elle s'est ainsi transmise aux Canadiens qui, en ayant eux-mêmes fait les frais, l'ont intégré, sans toutefois en reprendre les dimensions rituelles ou spirituelles. Elle devient plutôt un instrument de guerre psychologique servant des fins stratégiques, puisque les actes de cruautés contribuaient à renforcer le climat

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

de terreur permanent chez les Anglo-américains (NERICH 2009, 194-195). Ceci explique que, en dépit de la révolusion qu'inspirait cette manière de faire la guerre aux officiers européens, ces derniers s'en sont accommodés (DECHÈNE 2008, 176-177 ; LACROIX-LECLAIR et OUELLET 2011, 50; NERICH 2009, 29-32), du moins jusqu'à ce que le général français Montcalm impose sa conception de la stratégie à suivre à partir de 1758, en dépit de l'opposition du Gouverneur Vaudreuil, conception nettement plus conforme à la guerre à l'européenne menée avec des troupes de ligne.

L'héritage autochtone

L'évolution des alliances avec certaines nations autochtones (Innu, Abenakis, Algonquin, Etchemins, Huron, Montagnais, et Outaouais) joue un rôle crucial dans l'établissement de la Nouvelle-France en 1603 (BÉDARD 2021, 23-26), explique sa longévité (TREMBLAY 2009a, 142-154 ; HORN 2006, 38) et est une cause de sa chute finale (NERICH 2009, 175-186). Mais le recours à la Petite Guerre par les Canadiens rappelle aussi l'importance et la profondeur de l'influence autochtone dans le domaine militaire sur les colons français et leurs descendants nés au pays, ce que soulignent tous les auteurs qui s'intéressent à la question. Ainsi :

Les croyances de l'époque justifiaient l'usage de la Petite Guerre car elle était devenue la façon la plus naturelle de se battre. L'apprentissage puis le transfert de cette méthode de guerre irrégulière ont été possibles en raison de l'absolue nécessité de s'allier aux Amérindiens. [...] À leur contact, les colons ont peu à peu adopté leurs coutumes. La culture amérindienne permit ainsi aux Canadiens de s'adapter au climat, aux nécessités du transport, d'alimentation, d'habillement. [...] Les équipements et les accessoires de la guerre amérindienne furent rapidement assimilés par les colons. Peu à peu, les colons français, à cause de la guerre à l'amérindienne, furent coupés de leurs origines européennes et *de facto* perdirent les références culturelles et éthiques européennes. Au cours du XVIII^{ème} siècle les représentants du Roi avaient noté que les Canadiens étaient devenus un peuple ayant une vision du monde bien différente de celle de leur mère patrie. (LACROIX-LECLAIR et OUELLET 2011, 51).

La Petite Guerre devient donc un repère identitaire, qui rapproche les Canadiens des Autochtones et, du même souffle, les distingue des Français. L'archétype du milicien canadien ne correspond pas à l'image du « citoyen-soldat » que l'on associe généralement aujourd'hui à la milice, mais tient bien

plus du guerrier et du franc-tireur rébarbatif à la discipline et à la hiérarchie et qui mène ses propres affaires, fussent-elles une guerre, à sa manière (DECHÊNE 2008, 69-92; HORN 2006, 44 note 3).

La reconnaissance de la contribution autochtone à la culture militaire canadienne en Nouvelle-France est certes importante, car elle constitue un lien historique entre les Premières Nations et la société québécoise, lien qui, comme la notion même de Petite Guerre, est aujourd'hui presque oublié. Mais elle soulève néanmoins deux problèmes délicats liés aux exactions qu'entraîne la Petite Guerre, et dont il faut tenir compte pour s'assurer de la justesse de cette reconnaissance.

D'une part, les exactions associées aux « manières autochtones » de faire la guerre doivent être abordées dans le contexte plus large de la culture de ces nations, qui leur donne un sens et une finalité bien différents de ceux que dicte une perspective occidentale. Ainsi, le fait de procéder à des enlèvements (en particulier d'enfants) s'inscrit dans des buts de guerre démographiques, soit la nécessité de combler les vides causés non seulement par la guerre elle-même, mais aussi par la famine et surtout, après l'arrivée des Européens, par des épidémies foudroyantes (SIOUI 1994, 315-333 ; SIOUI 2018, 70-79 ; VIAU 2000). Par ailleurs, il faut se garder de généraliser sur l'ensemble de la période considérée. Si certaines pratiques semblent avoir été courantes (scalps, massacres de civils, maltraitance des prisonniers), bien d'autres, parmi les plus horribles (tortures, sacrifice humain, anthropophagie), étaient exceptionnelles ou même abandonnées au XVIII^e siècle (DECHÊNE 2008, 175-187).

D'autre part, l'argument de « l'héritage autochtone » peut trop facilement servir d'alibi aux descendants des miliciens de la Nouvelle-France pour se dédouaner des gestes posés par leurs ancêtres. S'il est fort peu probable que les miliciens canadiens aient repris à leur compte les rituels autochtones les plus condamnables aux yeux des Occidentaux, leur participation à certains massacres de civils l'est beaucoup plus. Ce sujet, délicat à aborder car il oblige à se pencher sur un passé trouble, a pu être évité, à l'extérieur des cercles des historiens et des anthropologues s'intéressant à la Nouvelle-France, puisque la Petite Guerre s'est estompée dans la mémoire collective de la société québécoise. De l'image du milicien participant à des raids sur des villages iroquois ou de Nouvelle-Angleterre et de New York, il ne reste souvent que celle l'agriculteur-guerrier défendant sa chaumière à l'aide de son vieux mousquet, ou encore du coureur des bois faisant le commerce des fourrures.

Pourquoi la mémoire de la Petite Guerre et de ses horreurs sont-elles ainsi devenues le territoire presque exclusif des chercheurs férus d'histoire de la

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Nouvelle-France ou des guerres nord-américaines ? De nombreuses hypothèses peuvent être avancées, à commencer par celle d'y voir une conséquence de la façon dont l'étude et l'enseignement de l'histoire ont évolué au Québec : concentrés sur la question nationale et fortement influencés par l'École des Annales et l'étude de la vie quotidienne, ils ont marginalisé l'étude de la guerre et des institutions militaires, à tout le moins jusqu'au tournant des années 2000 (TREMBLAY 2009a et 2009b). Mais ce phénomène serait lui-même la conséquence d'un autre élément contextuel encore plus général : la Petite Guerre, et en particulier les actions offensives du milicien, entre en contradiction avec les grands mythes de la société québécoise, que ce soit celui de la « survivance », de la Nouvelle-France comme « paradis perdu » (BOUCHARD 2019) ou de celui du Québec intrinsèquement pacifiste. C'est d'ailleurs un sort semblable qui attend la mémoire de la participation des Québécois aux deux conflits mondiaux, au profit de celle du déserteur fuyant la conscription. Une hypothèse complémentaire, et qui est généralement mentionnée du bout des lèvres, car elle n'est pas sans créer un malaise, serait celle de la « culture stratégique des perdants ».

La suprême défaite

Le traumatisme

Si la Petite Guerre est presque absente dans la mémoire collective de la société québécoise, il en va tout autrement de la phase finale de l'histoire militaire de la Nouvelle-France. S'il est un « moment formateur » dans la culture stratégique de la société québécoise, ou encore l'ancrage d'un mythe national, selon les termes de Gérard Bouchard (2019, 146), c'est bien l'ensemble que forment le siège de Québec (juin-septembre 1759), la bataille des Plaines d'Abraham (13 septembre 1759) et la campagne qui mène la capitulation de Montréal (8 septembre 1760). En février 1763, la France cède le Canada aux Britanniques. La Nouvelle-France n'existe plus.

La Guerre de Conquête constitue très certainement un traumatisme pour les Canadiens de l'époque, ne serait qu'en raison des victimes civiles et des destructions qu'engendrent le siège de Québec et les suites de la campagne britannique (MATHIEU ET IMBEAULT 2013). Le choc de la cession et la fuite des élites politiques et militaires vers la France ont probablement achevé de désorienter les Canadiens. Si le Traité de Paris de 1763 est l'événement déterminant, les dimensions proprement militaires des événements de 1759-1760 demeurent, encore aujourd'hui, un sujet extrêmement sensible. Ainsi, plusieurs recherches démontrent la prégnance des références à la chute de Québec et à la Conquête en raison du caractère « déstructurant et refondateur, déprimant et

définiteur, ponctuel et durable par ses conséquences » de l'événement (LÉTOURNEAU *et. al* 2015 ; voir aussi LÉTOURNEAU, GANI et LÉVESQUE 2013). De même, le projet, finalement annulé, de tenir une reconstitution de la bataille à l'occasion de son 250^e anniversaire provoque une très vive controverse (TREMBLAY 2009. L'auteur prend vivement à partie les opposants à cette reconstitution). À l'évidence, le pénible souvenir de cette défaite sur le champ de bataille éclipse le reste de l'histoire militaire de la Nouvelle-France, voire du Québec.

Mais s'agit-il d'un traumatisme *collectif* ou *culturel* pour autant, du type de ceux qui modifient profondément l'identité du groupe ? Ingo Kolboom, qui s'appuie sur les travaux de Heinz Weinmann, estime que « les Canadiens ou les Canadiens français, dans les décennies d'avant 1840, ne percevaient dans le tournant de 1760 ni la dimension d'une défaite traumatisante, ni celle d'une séparation traumatisante d'avec la France, comme ils commencèrent à le faire après 1850. » Il ajoute que « les anciens Canadiens qui vécurent la guerre de Sept Ans sur leur territoire ne ressentirent ni la défaite française, ni la séparation d'avec la France, ni le pouvoir britannique, comme quelque chose de véritablement traumatisant, et n'en entretenirent pas le souvenir. » (KOLBOOM 2012, 11 et 12. Voir aussi COURTOIS 2021). Que s'est-il passé entre cette apparente indifférence de la fin du XVIII^e siècle et la surexposition constatée aujourd'hui ?

En fait, ce n'est qu'après une autre défaite presque aussi catastrophique que ressurgit, au plan collectif et identitaire, le traumatisme de 1759, soit l'échec du soulèvement des Patriotes au Bas-Canada en 1837-1838. Selon le modèle proposé par Jeffrey Alexander (2004), un traumatisme culturel met un temps plus ou moins long à émerger, puisqu'il doit s'inscrire dans la création d'un récit et d'une littérature qui rationalisent et donnent un sens aux événements. C'est justement ce qui semble se produire à partir du milieu du XIX^e siècle. La défaite des Patriotes « ne rendit que plus amère la Conquête » (COURTOIS 2021, 384), ouvrant ainsi la voie à un autre projet politique, celui de la « survivance », porté par une Église de plus en plus influente au Canada français et qui s'était opposée au recours à la force par les Patriotes, ainsi que par une partie de la petite élite intellectuelle canadienne-française. Pour celle-ci (dont les historiens François Xavier Garneau et, plus tard, Lionel Groulx), il s'agissait de faire accepter le cadre canadien dans lequel le projet politique canadien-français allait désormais se déployer, tout en donnant un sens à la lutte sociale et politique que la survie de la communauté dans ce contexte allait nécessiter. Il fallait donc « fournir des repères à un peuple porté à douter de lui-même, et l'inscrire dans une continuité historique » (BÉDARD 2011, 49). C'est dans ce contexte que la catastrophe de 1759-1760, toujours reconnue comme telle, devient néanmoins une « défaite victorieuse », voire « une défaite-martyre, dont la mémoire constitue un appel

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

continu à l'unité » (KOLBOOM 2012, 7 et 12). Cette construction du récit de la Conquête n'est pas inhabituelle dans la mesure où les sociétés, contrairement aux individus, peuvent plus facilement transformer un traumatisme en ressort politique et en discours de légitimation pour alimenter un projet à saveur nationaliste ou autonomiste. Une dynamique semblable peut s'observer au cours du XX^e siècle, au gré de l'évolution des revendications souverainistes. Steven Mock, qui analyse la place d'une « défaite » dans un projet national, mentionne le cas du Québec :

France's loss to Britain in the Battle of the Plains of Abraham on September 13, 1759, the decisive battle that brought Quebec under British control, provided a later Québécois nationalism a moment from which the struggle to maintain political and cultural sovereignty for a distinct French-Canadian nation could be dated. (MOCK 2012, 4)

La Petite Guerre n'occupe pas une place importante dans ce récit reconstruit, et le personnage du milicien y tient un rôle marginal. Toutefois, il contribue tout de même à la scission identitaire entre Français et Canadiens. Dans l'historiographie traditionnelle au Québec, la défaite des Plaines d'Abraham est un échec *des troupes et officiers français*, et non pas des Canadiens (ANDRÈS 2008, 85-86). C'est un général français, Montcalm, qui élabore la stratégie et qui mène les troupes sur le champ de bataille, et ce sont les troupes françaises qui se débandent (PARISEAU et BERNIER 1987, 31). Le gouverneur canadien, Vaudreuil, avait bien suggéré de poursuivre la Petite Guerre plutôt que de concentrer les troupes pour une bataille décisive (stratégie qui laisse plusieurs historiens sceptiques, tels que TREMBLAY 2009, 46-51 et 89-91 ; HORN 39-40). Quant aux miliciens canadiens présents le 13 septembre, ils ont fait le coup de feu et c'est plutôt leur incorporation improvisée parmi les troupes de ligne qui aurait semé la confusion (HORN 2006, 41). Le sentiment d'avoir été « abandonné » par la France en 1763 achèvera la scission entre les deux sociétés, du moins jusqu'en 1855, sinon jusqu'en 1940 (HAGLUND et MASSIE 2012 ; MASSIE 2013, 81-117).

La culture du perdant

La Conquête a donné lieu à l'un des plus grands débats entre historiens québécois sur le sens politique social et économique à donner aux événements de 1759-1763². Mais bien peu de travaux ont été consacrés à ses conséquences sur

² Par exemple, le débat entre « l'École de Montréal », selon qui la Conquête fut une grande catastrophe déterminante pour le Québec, mais qui aurait pu être évitée, et « l'École de Québec », pour qui,

le rapport qu'entreprendront par la suite les Canadiens français, puis les Québécois, avec la guerre et les institutions militaires. Il y a pourtant, à cet égard, plusieurs pistes à suivre.

Ainsi, la Conquête éloigne les Canadiens des activités et des institutions militaires. La milice est reformée sous le Régime militaire britannique, en raison certes de la pression de la menace américaine, mais surtout pour agir en tant qu'institution de contrôle social et politique, et comme rouage servant à s'assurer que les décisions de l'administration soient mises en œuvre au sein de la population (GAUTHIER 2020 : 94-100). Plusieurs Canadiens participent bien aux combats visant à repousser les tentatives d'invasions américaines en 1775-1776 et 1812-1813, mais cette contribution est sans commune mesure avec le passé. L'échec de la Révolte des Patriotes achève de consumer cette rupture. « L'humiliation de la défaite et l'abandon de la métropole coupent psychologiquement le « Canadien » [...], de la chose militaire. Désormais, la guerre c'est l'autre, l'affaire de l'Anglais » (TRUDEAU 2009, 86).

Le traumatisme de la défaite sous les murs de Québec hante d'autant plus la mémoire collective de la société québécoise qu'elle n'aura jamais été compensée ou rééquilibrée par une « revanche » ou une victoire de la même ampleur. Au contraire, les Québécois ne s'approprient pas les victoires remportées par les troupes britanniques ou canadiennes (dont ils font pourtant partie) durant la Révolution américaine, la Guerre de 1812 et les deux conflits mondiaux. Comme pour la Petite Guerre, la contribution des combattants canadiens-français à tous ces conflits est marginalisée dans la mémoire collective québécoise. Pire, les guerres mondiales ont probablement engendré un nouveau traumatisme, celui de la Conscription (RICHARD 2004), qui éloigne encore davantage la société québécoise de la chose militaire et qui alimente une autre strate de la culture stratégique de la société québécoise, soit sa propension à l'antiimpérialisme. Les jeunes Canadiens français et Québécois boudent longtemps les institutions militaires, qui le leur rendent bien, à tout le moins jusque dans le dernier quart du XX^e siècle (CHIASSEON-LAUZON et ROUSSEL 2021). L'armée demeure, au mieux, une organisation « anglaise », quand elle n'est pas un instrument de répression.

La mémoire collective de ces traumatismes a certainement des conséquences qui vont bien au-delà de l'indifférence ou la méfiance à l'égard des institutions militaires. Puis, « avec la pendaison des Patriotes, il semble que la cassure psychologique de 1763 se reproduit en plus violente, en plus définitive.

inéluctable, elle n'a cependant qu'un impact limité sur les structures de la société québécoise (voir BÉDARD 2011, 47-64 ; COURTOIS 2021).

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Dorénavant, la guerre, n'est plus chez nous une option. » (TRUDEAU 2009, 87). Mis à part les activités du Front de Libération du Québec (FLQ) dans les années 1960, la violence n'est plus considérée comme une avenue crédible pour atteindre des objectifs politiques.

La référence à la notion de défaite *militaire* permet d'insérer la culture stratégique dans un trait social et identitaire de la société québécoise de portée beaucoup plus générale, celui de la « victime » ou du « perdant ». Ce thème, que l'on trouve dans les grandes enquêtes sociomarketing (comme celle de LÉGER *et al.* 2016, 114-126), est aussi présent dans les réflexions sur les sources historiques de l'identité québécoise. Ainsi, l'historien Jocelyn Létourneau évoque l'image des « mythisseries de *Losers* » (LÉTOURNEAU 2006) ou encore du « pauvre petit perdant » (LÉTOURNEAU 2004, 31). D'autres chercheurs évoquent indirectement ce trait à travers l'examen de l'attitude des « petites nations » (ADAMS 2004) ou « petites sociétés » (BOUCHER et THÉRIAULT 2005) face aux conflits internationaux ou à la mondialisation, déchirées entre leur désir de prendre leur place sur la scène internationale et la crainte d'être marginalisées ou écrasées par les États plus puissants. La modernisation rapide du Québec dans les années 1960 et 1970, de même que le rattrapage économique et l'émergence d'un capital québécois francophone (le « Québec Inc. »), ont certainement atténué, voir discrédité, le trait collectif du perdant et de la victime (BOUCHARD 2019), mais il se manifeste encore dans la lecture de l'histoire récente, telle que celle des échecs de l'option souverainiste lors des référendums de 1980 et 1995.

S'il y a bien des causes historiques à l'établissement de cette attitude collective de victime ou de perdant, que ce soit la domination économique et la marginalisation (voire la pauvreté) culturelle, il n'en demeure pas moins que ce sont d'abord des défaites militaires qui ont inscrit la société canadienne-française, puis québécoise, dans la trajectoire britannique et canadienne, ceci pour le meilleur ou pour le pire. S'il s'agit d'un facteur lointain et diffus, on en retrouve certainement les traces dans la culture stratégique contemporaine. La guerre ne peut que désavantager les petites nations, car si celles-ci peuvent en être les victimes, elle leur permet rarement d'en tirer quelques bénéfices (LÉTOURNEAU 2004, 31). Dans le cas de la société québécoise, la mémoire collective de 1759 est certainement un rappel constant de ce principe.

Conclusion

La culture stratégique est en grande partie déterminée par la mémoire collective du groupe qui la porte. Comme toute mémoire, elle est sujette à des

amnésies et des surexpositions. L'oubli de la Petite Guerre et du milicien qui commet des gestes qui seraient aujourd'hui condamnés est probablement un passage obligé, surtout si l'on cherche à faire valoir le mythe selon que les Canadiens et leurs descendants québécois forment un peuple intrinsèquement et historiquement « pacifiste ». Cet oubli ouvre également la voie, quoique plus indirectement, à la culture stratégique internationaliste, qui met l'accent sur la modération, la négociation, les institutions et le droit. Les guerres « ethniques » ou « totales » (toutes anachroniques que soient ces notions dans ce contexte) auxquelles se livrèrent les Nord-Américains aux XVII^e et XVIII^e siècles, trouvent mal leur place dans le récit contemporain. De même, l'entretien du souvenir douloureux de la défaite des Plaines d'Abraham (comme de celui de l'échec des Patriotes soixante-dix ans plus tard) et de l'impossibilité de renverser le cours des choses qui en résulte, ont pu nourrir un sentiment de méfiance et d'inutilité vis-à-vis de l'usage de la force comme moyen de changer la condition politique des Canadiens français, puis des Québécois.

Les références à cet oubli comme à cette surexposition n'apportent pas, en soi, d'explication ou d'interprétation sur l'attitude de la société québécoise contemporaine face aux questions liées à la guerre ou aux institutions militaires. D'autres « strates historiques » se sont ajoutées sur ces expériences originelles, que ce soit le grand mythe de la survivance et son corolaire antiimpérialiste du milieu du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e, ou encore l'ouverture sur le monde après la Seconde Guerre mondiale, accélérée par la Révolution tranquille. De même, les changements sociaux et démographiques (tels qu'une hausse marquée du taux de scolarisation, l'urbanisation ou encore la marginalisation de la religion) ont transformé les valeurs de la société québécoise, ce qui a aussi un impact sur sa culture stratégique. Mais il n'en demeure pas moins que la prédominance de la défaite militaire de 1759-1760 dans la mémoire collective demeure un élément que l'on peut difficilement ignorer pour rendre compte du contenu de cette culture stratégique.

Références

ADAMS, Paul C. 2004. "The September 11 Attacks as Viewed from Quebec: The Small-Nation Code in Geopolitical Discourse." *Political Geography* 23: 765–795.

ALEXANDER, Jeffrey C. 2004. "Toward a Theory of Cultural Trauma" In *Cultural Trauma and Collective Identity*, edited by Jeffrey C. ALEXANDER, Ron EYERMAN, Bernard GIESEN, Neil J. SMELSER and Piotr SZTOMPKA, 1-30. Berkeley: University of California Press.

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

ANDRÈS, Bernard. 2008. « Québec : chroniques d'une ville assiégée (Ile partie : 1759) ». *Les Cahiers des dix* 62 : 61–91.

BALVAY, Arnaud. 2006. *L'épée et la plume. Amérindiens et soldats des troupes de la marine en Louisiane et au Pays d'en Haut (1683-1763)*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.

BÉDARD, Eric. 2021. *Le Québec. Tournants d'une histoire nationale*. Montréal : Septentrion.

BÉDARD, Eric. 2019. *Histoire du Québec pour les nuls*. Paris : Ed. First.

BÉDARD, Eric. 2017. *La survivance, Histoire et mémoire du XIX^e siècle canadien-français*. Montréal : Boréal.

BÉDARD, Eric. 2011. *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal.

BOUCHARD, Gérard. 2019. *Les nations savent-elles encore rêver ? Les mythes nationaux à l'ère de la mondialisation*. Montréal : Boréal.

BOUCHARD, Gérard. 2014. *Raison et déraison du mythe : au cœur des imaginaires collectifs*. Montréal : Boréal.

BOUCHER, Jacques L., et Joseph Yvon THERIAULT. 2005. *Petites société et minorités nationales*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

BOUCHER, Jean-Christophe et Stéphane ROUSSEL. 2008. "From Afghanistan to "Quebecistan": Quebec as the Pharmakon of Canadian Foreign and Defence Policy." In *Canada Among Nations 2007. What Room for Manœuvre ?* edited by Jean DAUDELIN and Daniel SCHWANEN, 128-156. Montréal-Kingston: McGill-Queen's University Press.

CASSEL, Jay. 2001. « The Militia Legend: Canadian at War 1665-1760. » Dans *L'histoire militaire canadienne depuis le XVII^e siècle*, dirigé par Yves TREMBLAY, 59-67. Ottawa : Ministère de la Défense nationale.

CHARTRAND, René. 2009. « La gouvernance militaire en Nouvelle-France ». *Bulletin d'histoire politique* 18 (1) : 125-136.

DAVID HAGLUND ET STÉPHANE ROUSSEL

COURTOIS, Charles-Philippe. 2021. « La Conquête dans la mémoire et l'imaginaire québécois. » Dans *Je me souviens, j'imagine*, dirigé par Anne CAUMARTIN, Julien GOYETTE, Karine HÉBERT et Martine-Emmanuelle LAPOINTE, 109-138. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

DECHESNE, Louise. 2008. *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le Régime français*. Montréal : Boréal.

ECCLES, W.J. 1971. "The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France." *Canadian Historical Review* 52 (1): 1-22.

GAUTHIER, Fernand. 2020. *Histoire de la Milice canadienne, 1669-1871*. Québec : GID.

GOW, James Ian. 1970. « Les Québécois, la guerre et la paix, 1945-1960 ». *Revue canadienne de science politique* 3 (1): 88-122.

GRAVEL, Jean-Yves. 1974. « Présentation ». *Le Québec et la guerre*. Montréal : Boréal.

GREATHOUSE, Craig B. 2010. "Examining the Role and Methodology of Strategic Culture." *Risk, Hazards & Crisis in Public Policy* 1 (1): 57-85.

GRANATSTEIN J.L. 2007. *Whose War is It? How Canada Can Survive in the Post-9/11 World*. Toronto: HarperCollins.

HAGLUND, David G. 2014. "What Can Strategic Culture Contribute to Our Understanding of Security Policies in the Asia-Pacific Region?" *Contemporary Security Policy* 35 (2): 1-19.

HAGLUND, David G., et Justin MASSIE. 2012. "‘‘Tout recommence en ‘40’ : le retour de la France dans la culture stratégique du Québec et du Canada’". Dans *Mission Paris : Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris*, dirigé par Stéphane ROUSSEL et Greg DONAGHY, 135-161. Montréal : Hurtubise.

HAGLUND, David G., et Stéphane ROUSSEL. 2020. "From Parkman to Pearson: Historical context and the transformation of Quebec's strategic culture." *International Journal* 75 (4): 563-575.

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

HORN, Bernd. 2006. «La petite guerre: A Strategy of Survival.» In *The Canadian Way of War. Serving the National Interest*, edited by B. HORN, 21-55. Toronto: Dundurn Press.

KOLBOOM, Ingo. 2012. « De la nation canadienne-française à la nation québécoise », *L'Agora*.
http://agora.qc.ca/documents/de_la_nation_canadienne_francaise_a_la_nation_quebecoise

LACROIX-LECLAIR, Jérôme et Éric OUELLET. 2011. « La 'Petite Guerre' en Nouvelle-France 1660-1759 : une analyse institutionnelle ». *Revue militaire canadienne* 11 (4) : 48-54.

LAUZON-CHIASSE Julien et Stéphane ROUSSEL. 2022. « Bilinguisme et fait francophone dans les Forces armées canadiennes ». Dans *L'Éternelle oubliée : la francophonie dans les politiques publiques au Canada*, dirigé par Isabelle CARON. Québec : Presses de l'Université du Québec, à paraître.

LÉGER, Jean-Marc, Jacques NANTEL et Pierre DUHAMEL. 2016. *Le Code Québec*. Montréal : Les Éditions de l'Homme.

LÉTOURNEAU, Jocelyn. 2006. « Mythistoires de Losers : introduction au roman historique des Québécois d'héritage canadien-français ». *Histoire sociale/Social History* 39 (77) : 157-180.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, Claire COUSSON, Lucie DAIGNAULT et Johanne DAIGLE. 2015. « Le Mur des représentations : Images emblématiques et inconfortables du passé québécois ». *Histoire sociale/Social history* 48 (97) : 497-548.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, Raphaël GANI et Stéphane LÉVESQUE. 2013. « 'Tout a commencé par la défaite.' La Guerre de Sept Ans dans la mémoire et la conscience historiques des Québécois ». Dans *La Nouvelle-France en Héritage*, dirigé par Laurent VEYSSIÈRE, 311-327. Paris : Armand Colin / ministère de la Défense.

LOZIER, J.-F. 2003. « Lever des chevelures en Nouvelle-France : la politique française du paiement des scalps ». *Revue d'histoire de l'Amérique française* 56 (4) : 513-542.

MATHIEU, Jacques et Sophie IMBEAULT. 2013. *La guerre des Canadiens, 1756-1763*. Québec : Septentrion.

MASSIE, Justin, 2013. *Francosphère : L'importance de la France dans la culture stratégique du Canada*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

MASSIE, Justin, et Jean-Christophe BOUCHER. 2013. « Militaristes et anti-impérialistes : les Québécois face à la sécurité internationale ». *Études internationales* 64 (3) : 359-385.

MOCK, Steven J. 2012. *Symbols of Defeat in the Construction of National Identity*. New York : Cambridge University Press.

MONGEAU, Serge. 1993. « La tradition antimilitariste au Québec. » Dans *Pour un pays sans armée*, dirigé par Serge MONGEAU, 81-89. Montréal : Écosociété.

NERICH, Laurent. 2009. *La petite guerre et la chute de la Nouvelle-France*. Montréal : Athéna.

NOSSAL, Kim Richard, Stéphane ROUSSEL et Stéphane PAQUIN. 2015. *The Politics of Canadian Foreign Policy*. Montreal & Kingston: McGill-Queen's University Press.

OUELLET, Alexandre. 2017. « Une viande que j'ay donnée à manger à toutes les nations » *Les Français et les guerres autochtones du Sud, 1701-1760*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université du Québec à Montréal.

PARISEAU, Jean, et Serge BERNIER. 1987. *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes. Tome I (1763-1969) : le spectre d'une armée bicéphale*. Ottawa : Approvisionnement et Services Canada.

RICHARD, Béatrice. 2004. « La mémoire des guerres au Québec : Un espace de résistance? » *Thèmes canadiens*, hiver : 17-20.

RIOUX, Jean-Sébastien. 2004. "Two Solitudes: Quebeckers' Attitudes Regarding Canadian Security and Defence Policy." *Journal of Military and Strategic Studies* 7 (3). <https://jmss.org/article/view/57727>

« LES PERDANTS » : AUX FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA CULTURE
STRATÉGIQUE CONTEMPORAINE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

ROBITAILLE, Antoine. 2004. « Les Québécois, pacifistes ou pacifiques ? » Dans *L'Annuaire du Québec 2004*, dirigé par Michel VENNE, 53-64. Saint-Laurent : Fides.

ROUSSEL, Stéphane, et Jean-Christophe BOUCHER. 2015, "The Myth of the Pacific Society: Quebec's Contemporary Strategic Culture." In *Reading in Canadian Foreign Policy: Classic Debates and New Ideas*, edited by Duane BRATT and Christopher J. KUKUCHA, 308-325. Toronto: Oxford University Press.

ROUSSEL, Stéphane, et David MORIN. 2007. « Les multiples incarnations de la culture stratégique et les débats qu'elles suscitent. » Dans *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, dirigé par Stéphane ROUSSEL, 17-42. Montréal : Athéna.

SIOUI, George E. 1994. *Les Wendats. Une civilisation méconnue*. Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

SIOUI, George E. 2018. *Pour une autohistoire amérindienne*. Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

TREMBLAY, Yves. 2009a. *Plaines d'Abraham. Essai sur l'égo-mémoire des Québécois*. Montréal : Athéna.

TREMBLAY, Yves. 2009b. « L'enseignement de l'histoire militaire au Québec ». *L'action nationale* 49 (9-10) : 178-189.

TRUDEAU, Samuel. 2009. « L'expérience républicaine de la guerre, de l'hoplite au désarmement québécois ». *Bulletin d'histoire politique* 17 (3) :79-92.

VIAU, Rolan., 2000. *Enfants du néant et mangeurs d'âmes. Guerre, culture et société en Iroquoisie ancienne*. Montréal : Boréal.

WASINSKI, Christophe. 2015. « La notion de culture stratégique dans les études stratégiques ». Dans *Guerre et stratégie*, dirigé par Stéphane TAILLAT *et al.*, 131-147. Paris : Presses universitaires de France.